

# NE VOUS BATTEZ PAS POUR « VOTRE » PAYS !



Tout le monde déteste la guerre. Surtout ceux qui envoient d'autres mourir sur les champs de bataille. Ils prétendent qu'ils abhorrent la guerre, mais hélas, ils y seraient contraints par ceux d'en face. Ceux qui empiètent sur notre pré carré. Ceux qui envahissent une nation « souveraine ». Nous n'avons pas le choix ! Nous devons nous défendre... De quel « nous » faites-vous partie ? La propagande implacable des deux côtés pousse tout le monde à choisir un camp, à devenir un participant actif ou une pom-pom girl dans la guerre. Parce que l'autre côté est vraiment horrible. Et c'est toujours le cas.

L'armée russe est accusée de crimes de guerre. Une bien étrange expression « crime de guerre ». Une expression redondante, en effet, parce que la guerre est par définition un crime, le plus grand de tous les crimes. Quel que soit le but, les moyens sont toujours le meurtre de masse et la destruction. Il n'y a pas de guerre sans massacres atroces. L'expression suggère qu'il y aurait deux façons de faire la guerre : une civilisée et une criminelle. Si jamais il y avait une différence entre les deux, elle a été effacée par les progrès de la technologie militaire. Depuis le début du 20e siècle, le pourcentage de victimes civiles dans les guerres n'a cessé d'augmenter. Durant la guerre de Sécession au 19e siècle, le personnel militaire s'élève encore à plus de 90 % du total des morts de ce conflit. Pendant la Première Guerre mondiale, les pertes civiles représentaient 59 % du total. Dans le second, il est passé à 63 %, et dans la guerre du Vietnam à 67 %. Dans les différentes guerres des années 1980, il a grimpé à 74 % et au 21e siècle à 90 %. Jamais depuis la Seconde Guerre mondiale autant de personnes n'ont été déplacées par la guerre. La différence entre combattants et non-combattants, entre cibles militaires et non militaires, a largement disparu dans la guerre contemporaine. Plus chaque partie déploie de forces destructrices, plus les « dommages collatéraux » pour la population civile sont importants. Plus la

guerre en Ukraine s'intensifie, plus la vie des Ukrainiens ordinaires est détruite, plus le pays devient une ruine.

Ce qui constitue un crime de guerre ou non devient alors une question d'opinion. Comme le « terrorisme », qui est devenu une injure facile que tout le monde attribue à l'adversaire dans chaque conflit, c'est une excuse déguisée en accusation. Parce que le « terrorisme », ayant été défini par les médias et les politiciens comme le plus grand de tous les maux, implique que tous les moyens sont bons pour le réprimer, et est donc l'excuse parfaite pour utiliser soi-même la terreur. De même, l'accusation de « crimes de guerre » justifie les crimes commis par « notre » camp, que « nos » médias mentionnent à peine, ou parfois pas du tout. Pensez au Yémen par exemple, où les forces saoudiennes ont bombardé et affamé des civils bien pire que l'armée russe ne l'a fait jusqu'à présent en Ukraine. L'armée de l'air saoudienne n'aurait guère duré une semaine sans le soutien militaire et technique britannique et américain et la fourniture d'armes. Serait-ce aussi « une guerre pour la démocratie » ? Cette atrocité se poursuit, en dehors des projecteurs médiatiques. Dégagez, rien à voir. Pas de crimes de guerre ici.

## Guerre moderne

On a souvent observé qu'en temps de guerre, la ligne entre la propagande et le reportage devient difficile à percevoir. Lorsque l'armée russe mène une attaque de missiles (ratée) sur la tour de télévision de Kiev, les médias occidentaux l'appellent un crime de guerre. Mais lorsque l'OTAN a bombardé (avec succès) la tour de radio et de télévision de Belgrade en 1999, elle était « une cible militaire légitime ». Le fait que les « opérations militaires spéciales » de l'armée russe soient criminelles a été abondamment prouvé à Grozny et à Alep, pour ne citer que les exemples récents les

plus extrêmes de villes qu'elle a réduites en ruines. En Ukraine, elle n'est pas encore allée aussi loin, peut-être parce que le prétexte de l'invasion est que les Ukrainiens sont un peuple frère qui doit être libéré. Mais pour atteindre ses objectifs militaires, la Russie doit intensifier la guerre et submerger ce « peuple frère » de son pouvoir supérieur de destruction. La logique de la guerre pousse l'invasion russe vers une escalade de la dévastation.

Ne prétendons pas qu'il s'agit d'une spécificité russe. Pendant les guerres du Golfe, les Américains ont bombardé des abris à Bagdad (avec des bombes conçues pour écraser des bunkers), entraînant la mort de centaines de civils. Beaucoup d'autres sont décédés lorsque des soldats en fuite ont été massacrés depuis les airs sur « l'autoroute de la mort » en 1991. Dans les guerres que l'Occident a menées en Irak et en Afghanistan, plus de 380 000 civils sont morts. Les innombrables attaques de drones que l'armée américaine a réalisées depuis lors ne montrent également aucun respect pour la différence entre combattants et non-combattants. Sans parler de ce qu'Israël, le vassal le plus loyal de Washington, a fait à Gaza. Ils en sont tous capables. C'est la guerre moderne.

La guerre est le cadre idéal pour resserrer l'emprise de l'État sur ses citoyens. C'est clairement le cas en Russie à l'heure actuelle, où vous risquez 15 ans de prison si vous appelez la guerre une guerre, où les manifestations contre celle-ci sont brutalement réprimées, où tous les médias qui ne sont pas des porte-paroles du Kremlin sont réduits au silence. Mais ceci souligne la faiblesse de ce régime qui a besoin de cette répression crue. Il ne fait aucun doute que ce n'est pas le cas en Ukraine. Là, tout le monde se tient derrière Zelensky. C'est ainsi, pour autant que nous soyons autorisés à le savoir. Dans les nombreuses interviews d'Ukrainiens dans les médias occidentaux, vous n'entendez jamais quelqu'un exprimer une opposition ou même des doutes sur la guerre, bien que nous sachions, d'après les réseaux sociaux et nos propres sources, qu'ils existent. Mais selon les médias, tout le monde est prêt à mourir pour la nation. Pourtant, Zelensky a jugé nécessaire d'interdire à tous les hommes âgés de 18 à 60 ans de quitter le pays. Tout le monde doit rester disponible comme chair à canon pour la patrie. Il a également jugé nécessaire d'interdire les partis d'opposition et de forcer toutes les chaînes d'information télévisées à se regrouper en « une seule plate-forme d'information de communication stratégique » appelée « United News ». Tout cela au nom de la défense de la liberté. Bien sûr, les médias qui appellent les Ukrainiens à tuer autant de « cafards russes » que possible peuvent continuer à cracher leur poison. De nombreux médias occidentaux – même des journaux comme le New York Times – ont choisi de ne pas parler des mesures autoritaires de Zelensky. La célèbre devise du Times dit « toutes les nouvelles qui sont dignes d'être imprimées », et ce genre de nouvelles ne correspond pas au narratif selon lequel il s'agit d'une guerre pour la démocratie.

## Menteurs

Les gouvernements russe et ukrainien affirment que la censure est nécessaire pour protéger la population de 'la désinformation'. C'est un autre terme ambigu. Comme « crime de guerre » et « terrorisme », il est « dans l'oreille de l'auditeur ». Bien sûr, la désinformation grouille dans les médias sociaux et autres. Mais qui décide de ce qui est ? En Russie, l'État décide qui peut parler et qui doit garder le silence. En Occident, cette tâche est largement sous-traitée au secteur privé, aux entreprises qui contrôlent les médias de masse et aux plateformes de réseaux sociaux. Mais eux aussi sont poussés par le gouvernement. « Nous allons interdire la machine médiatique du Kremlin dans l'UE. Les entreprises publiques Russia Today et Sputnik et leurs filiales ne doivent plus être autorisées à répandre leurs mensonges qui justifient la guerre de Poutine. Nous développons des instruments pour interdire leur désinformation toxique et nocive en Europe », a déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Et, en effet, les chaînes d'information russes loyales et d'autres sources qui ne suivent pas la ligne pro-occidentale ne sont plus accessibles sur Facebook et d'autres grands médias sociaux. Mais n'appelez pas cela de la censure, c'est ce que fait l'ennemi.

Les Russes et les Occidentaux ont chacun une image très différente de la guerre. On leur ment, surtout par ce que leurs médias choisissent de montrer ou de ne pas montrer. Par exemple, le spectateur russe voit à maintes reprises des images d'Ukrainiens leur disant qu'ils ont été battus et menacés par des ultranationalistes parce qu'ils parlaient russe et le spectateur occidental voit à maintes reprises des mères dire au revoir avec les larmes aux yeux à leurs maris qui disent qu'ils sont prêts à mourir pour l'Ukraine. Les deux types d'images sont probablement réels, mais chaque partie choisit de montrer ce qui correspond à son récit de propagande.

En Occident, l'histoire parle d'un outsider courageux qui se défend bravement contre un tyran cruel. Bien sûr, nous encourageons les héros courageux, bien sûr nous les aidons, bien sûr nous agitions le drapeau bleu jaune. C'est aussi simple que cela.

Le narratif de la Russie n'est pas très sophistiqué, c'est un fourre-tout d'accusations dans le style rustre de l'ex-URSS. L'Ukraine souffre sous un régime corrompu, néo-nazi et génocidaire. Nous ne faisons pas la guerre à l'Ukraine, nous l'empêchons simplement de devenir un avant-poste de l'OTAN, une menace pour notre patrie. Nous nous battons pour un monde sans nazis. Avec le même genre de prétextes fallacieux, les chars russes ont roulé dans Budapest et Prague à l'époque. Comme dans toute histoire de propagande, il y a un grain de vérité. L'impulsion de l'OTAN est réelle. Il y a un courant ultra-nationaliste en Ukraine. Il y a des groupes fascistes comme Svoboda et le bataillon Azov (maintenant intégré dans l'armée ukrainienne) qui attaquent les gays, les féministes, les Roms et les

russophones. Bien sûr, l'Ukraine est loin d'être le seul pays où l'extrême droite relève sa tête hideuse. Cela ne signifie pas que le système politique en Ukraine est fasciste. Moins qu'en Russie du moins. Et génocidaire ? Ce que l'armée russe a fait en Syrie et en Tchétchénie était infiniment pire.

Ceux qui veulent tuer leur chien prétendront toujours qu'il a la rage. Tous les États mentent quand leurs armées se déploient. Les États-Unis aussi bien que la Russie. Pensez aux « armes de destruction massive » inexistantes de Saddam Hussein et à ses liens inexistantes avec Al-Qaïda qui ont été les prétextes de l'invasion américaine de l'Irak.

## La vraie histoire

La vraie histoire s'appelle l'inter-impérialisme. Car quelle que soit la mondialisation qui a transformé ce monde, celui-ci est basé sur la concurrence. Concurrence commerciale qui devient concurrence militaire, guerre froide et chaude, selon les circonstances. Des circonstances telles que la perte de pouvoir, la perte ou les gains potentiels des marchés, la crise économique. Nous vivons dans un système qui se heurte brutalement aux besoins de l'humanité. Un système en guerre contre la planète, en guerre contre la vie elle-même. Se battre, vaincre le système capitaliste, est la seule guerre qui ait du sens.

La guerre froide n'est pas finie. Tout au plus, il y a eu une pause. Le Pacte de Varsovie a disparu, mais pas l'OTAN. Eltsine a suggéré que la Russie devrait également en devenir membre, mais bien sûr, ce n'était pas possible : la raison d'être de l'OTAN était de soumettre la Russie. Une discussion féroce s'ensuivit sur la question de savoir si l'OTAN était encore nécessaire maintenant que la Russie était également devenue un pays démocratique capitaliste. Dans la pratique, il a été répondu par l'affirmative à cette question. L'OTAN s'est avancée jusqu'aux frontières de la Russie, brisant les promesses antérieures. Quatorze pays de l'ex-pacte de Varsovie ont été intégrés dans l'alliance antirusse. Des bases de missiles américaines ont été installées en Pologne et en Roumanie. La prise de l'Ukraine était la dernière phase de cette offensive. Pour le profit mais encore plus pour contenir la Russie. L'Ukraine n'est pas encore devenue membre de l'OTAN, mais a commencé à coopérer militairement avec l'Occident.

L'expansion de l'OTAN signifiait une énorme expansion du marché pour l'industrie d'armement américaine (et d'autres pays occidentaux) parce que les nouveaux membres sont tenus de rendre leurs arsenaux conformes aux normes de l'OTAN. Afin de répondre à ces normes, les dépenses militaires de la Pologne ont augmenté de 60% de 2011 à 2020 et celles de la Hongrie de 133% de 2014 à 2020. Le tiroir-caisse se remplissait allègrement. Mais l'expansion de l'OTAN a également été motivée par la prise de conscience que la Russie, avec sa puissance militaire et surtout son arsenal nucléaire, restait une menace

potentielle pour la Pax Americana. C'est toujours le seul pays contre lequel les États-Unis ne peuvent pas faire la guerre sans risquer eux-mêmes une destruction quasi totale. Tout comme pendant la guerre froide. Celle-ci n'a donc pas pris fin. La stratégie de Washington est restée la même : l'endiguement. Contenir la Russie et réduire sa sphère d'influence, affaiblir sa puissance sans entrer en conflit direct avec elle. Pendant la guerre froide, ce conflit s'est déroulé avec des coups d'État et des mouvements de libération nationale. Maintenant, l'Ukraine est le volontaire enthousiaste de se sacrifier pour « l'Occident libre », dirigé par l'acteur « sympathique » et millionnaire Zelensky qui est si belliqueux que, comme Che Guevara pendant la crise des missiles cubains, il veut faire transformer le conflit en une guerre mondiale au besoin. Ce serait le risque si sa demande d'une « zone d'exclusion aérienne » – une guerre aérienne entre l'OTAN et la Russie – était accordée. Comme le Che, il n'obtiendra pas ce qu'il veut. La confrontation directe reste taboue. C'est l'une des raisons pour lesquelles établir des parallèles avec les guerres pré-nucléaires peut être trompeur.

L'ennemi ne peut plus être dépeint comme le « danger communiste », mais cela ne fait pas de la Russie un pays capitaliste ordinaire comme les autres. Les riches là-bas ne sont pas des capitalistes comme les nôtres, mais des « oligarques ». Qui sont-ils, ces oligarques ? Des milliardaires qui sont devenus riches grâce à la corruption, à l'exploitation et à la spéculation et qui aiment montrer leur fortune dans une consommation de luxe ostentatoire. En d'autres termes, des capitalistes. L'adage « Derrière chaque grande fortune, il y a un grand crime » n'a pas été inventé en Russie. Mais là « le grand crime » est encore assez frais. La nouvelle classe capitaliste en Russie se compose en grande partie de membres de l'ancienne classe capitaliste, de gens qui étaient directeurs d'usine, patrons de parti, bureaucrates de l'URSS pseudo-communiste, et qui se sont transformés en voleurs lorsque les actifs de l'État ont été privatisés. La classe privilégiée est restée la classe privilégiée, maintenant en tant que propriétaires de capitaux privés. Mais aussi en tant que gestionnaires de l'État. Les intérêts des capitalistes privés sont étroitement liés et soumis à l'appareil d'État que Poutine semble avoir fermement en main pour l'instant.

La dissolution de l'ancienne URSS et la privatisation de l'économie capitaliste d'État 'centralisée' ont été le résultat d'une crise causée en premier lieu par le coût écrasant du maintien d'un empire et la réticence de la classe ouvrière à travailler plus dur pour moins cher. Mais le désir des membres de la classe dirigeante d'être, non seulement des gestionnaires du capital, mais aussi des propriétaires privés du capital, avec un accès à l'ensemble du monde du capital, était également un facteur important.

Ils ont pillé l'économie pendant que le niveau de vie moyen a dramatiquement chuté. Le PIB de la Russie en 1998 n'était qu'un peu plus d'un tiers de ce qu'il était dans la dernière année de l'URSS. La production

industrielle avait diminué de 60 %. Mais à partir de 1999, les prix du principal produit d'exportation de la Russie, le pétrole et le gaz, ont commencé à augmenter. Cela a alimenté une reprise qui a amélioré les conditions de vie. L'État s'est consolidé, avec l'appareil de sécurité au centre du pouvoir. Avec Poutine, un ancien colonel du KGB, à la barre, la Russie a commencé à se réaffirmer. L'armée a été reconstruite à un point tel que l'industrie de l'armement (qui emploie plus de 2,5 millions de Russes) a été confronté à la surproduction. Cette armée a rétabli « l'ordre » dans le sang à l'intérieur (Tchéchénie), dans les États frontaliers (Géorgie, Kazakhstan) et à l'extérieur (Syrie). Mais en 2015, la production industrielle était encore inférieure au niveau de 1990. Seul le secteur pétrolier et gazier a dépassé les niveaux de production d'avant la privatisation. Mais cette année-là, le prix du pétrole a recommencé à baisser, tout comme l'économie russe. Le PIB est passé de 2,29 billions de dollars en 2013 à 1,48 billion de dollars en 2020, soit moins que celui du Texas.

Le défi lancé au capital russe était donc multiple :

- défendre sa position sur le marché de sa principale industrie d'exportation, le pétrole et le gaz ;
- réduire sa dépendance envers cette dernière : avec ses fluctuations brutales de prix et son avenir incertain, c'est une béquille peu fiable pour une économie paralysée ;
- soit réduire la surproduction de son industrie militaire, soit en augmenter l'utilisation de ses produits ;
- cacher le fait qu'elle n'a rien à offrir à la classe ouvrière, la détourner de ses conditions misérables, en l'engageant dans une campagne de fierté nationale contre un ennemi étranger qui est à blâmer pour la détérioration de ses conditions de vie.

Telle est la recette pour l'agression impérialiste.

L'Ukraine est un butin attrayant. Elle possède les plus grandes réserves de minerai de fer au monde, des ressources gazières et autres ressources minérales, d'excellentes terres agricoles, de l'industrie, de la construction navale, des ports... elle a également une industrie d'armement moderne, rivale de celle de la Russie, ce qui est l'une des raisons pour lesquelles Moscou insiste pour que l'Ukraine soit « démilitarisée ». Et puis il y a les pipelines qui transportent vers l'Europe occidentale le gaz et le pétrole russe à travers l'Ukraine. Bien sûr, la Russie veut les contrôler. La Russie fournit 45% des importations européennes de gaz par ces gazoducs, mais ces dernières années, les États-Unis ont grignoté ce marché. La Russie est le troisième producteur mondial de gaz naturel. Les États-Unis sont les plus grands, et leur industrie gazière a connu une croissance prodigieuse, grâce à de nouvelles façons écologiquement dommageables de l'extraire (par fracturation hydraulique). Cependant, ces derniers temps, les États-Unis ont été aux prises avec une surcapacité et ont cherché agressivement de nouveaux marchés. Depuis 2018, ses exportations vers la plupart des pays de l'UE et le Royaume-Uni ont connu une rapide croissance. L'Allemagne faisait exception, terminus du nouveau gazoduc Nordstream2

sous la mer Baltique qui contourne l'Ukraine. Il n'est pas encore utilisé, et comme cela semble être le cas maintenant, il pourrait ne jamais l'être du tout. C'était l'espoir de la capitale allemande, celui d'un approvisionnement énergétique stable et rentable et d'élargir les relations commerciales avec la Russie en général. Aujourd'hui, l'Allemagne est de retour au bercail, investissant dans de nouveaux terminaux pour recevoir du gaz liquéfié en provenance des États-Unis. Les centrales au charbon très polluantes connaissent un nouveau souffle. La Commission européenne a annoncé un plan visant à réduire les importations de gaz russe de deux tiers d'ici l'hiver prochain et à y mettre fin d'ici 2027. Même si cet objectif n'est peut-être pas entièrement atteint, la direction est claire. Dans la mesure où la guerre en Ukraine est une guerre pour le marché européen de l'énergie – et cela fait clairement partie du tableau – les États-Unis ont déjà gagné.

La guerre actuelle ne vient pas de nulle part. La lutte pour l'Ukraine dure depuis 2008. En 2014, cette lutte est devenue une guerre. Depuis lors, les Ukrainiens et les Russes ont été inondés de propagande de guerre patriotique. Les Ukrainiens ont le malheur de vivre dans le pays que ni Moscou ni Washington ne veulent céder l'un à l'autre. Cela rappelle le jugement du roi Salomon : deux femmes ont toutes deux revendiqué la maternité d'un bébé. Salomon a dit : alors je vais couper le bébé en deux et vous en donner chacune une moitié. Ce à quoi la vraie mère a dit : non, donnez-le entier à ma rivale. Mais dans le cas du bébé Ukrainien, les deux femmes disent : coupez-le.

## Désertez !

Les fausses et vraies nouvelles sont maintenant si mélangées qu'il est difficile de comprendre ce qui se passe exactement en Ukraine et en Russie. Par exemple, le 27 février, on nous a dit que treize soldats ukrainiens sur « Snake Island » avaient choisi de mourir pour la patrie. « Fuck you », c'est ainsi qu'ils auraient répondu à la demande d'un navire de guerre russe de se rendre. Dans les médias ukrainiens et occidentaux, leur héroïsme a été encensé au pinacle. Leur statue était déjà commandée, pour ainsi dire. C'était difficile à croire. Ces soldats étaient-ils tellement intoxiqués par la propagande qu'ils ont embrassé une mort inutile ? Comme les kamikazes, espéraient-ils être récompensés dans l'au-delà ? Personne ne profite de leur mort. Ils ne devraient pas être célébrés comme des héros, mais pleurés comme des victimes de la folie patriotique.

Heureusement, il s'est avéré assez rapidement que les soldats s'étaient finalement sagement rendus. Ouf. Même après qu'ils ont été montrés vivants et en bonne santé à la télévision russe, de nombreux médias occidentaux n'ont pas rapporté cette information.

Se battre pour la patrie n'est pas dans l'intérêt de la grande majorité de la population de l'Ukraine. Quels que soient les avantages de vivre dans un pays intégré



à l'OTAN et à l'UE, ils ne l'emportent pas sur les inconvénients de la guerre. Quand, dans quelques semaines, mois ou années, les armes se tairont et que la fumée au-dessus des villes bombardées se dissipera, les Ukrainiens auront un pays empoisonné plein de ruines et de fosses communes. Et les pays occidentaux seront probablement moins généreux avec l'argent pour la reconstruction qu'ils ne le sont maintenant avec les armes. Supposons que l'Ukraine « gagne » la guerre, qu'est-ce que les gens là-bas auront gagné ? « L'honneur de la nation » ? La liberté ? Après la fin de la guerre, Zelensky et les « oligarques » ukrainiens seront toujours riches, mais seule une profonde misère attend les Ukrainiens « ordinaires ».

La meilleure nouvelle que nous ayons entendue à propos de la guerre est que certains soldats russes sabotent leur propre équipement et désertent. On ne sait pas combien. Nous ne pouvons qu'espérer que la désertion deviendra massive. Des deux côtés. Que les soldats russes et ukrainiens fraternisent et retournent leurs armes contre leurs dirigeants qui les ont envoyés à la mort. Que les travailleurs russes et ukrainiens fassent grève contre la guerre. Les manifestations pour la paix ne peuvent à elles seules arrêter la guerre si la population continue à endurer la guerre et toutes ses conséquences. Cela ne devient possible que lorsque la grande masse, la classe ouvrière, se retourne contre la guerre. La Première Guerre mondiale a été stoppée par la révolte de la classe ouvrière contre la guerre, d'abord en Russie en 1917 et un an plus tard en Allemagne. Mais c'était il y a longtemps. Aujourd'hui, il n'y a pas d'atmosphère de rébellion de masse en Russie, mais les conséquences désastreuses de la guerre peuvent réveiller un géant endormi.

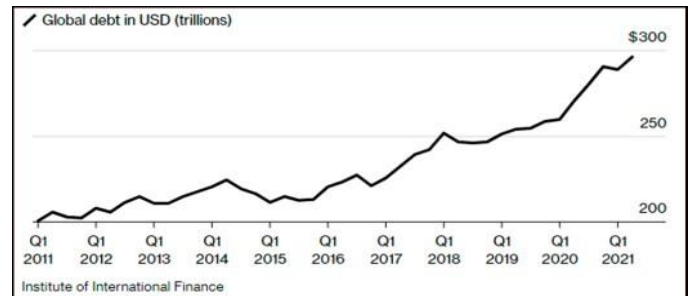
En Russie et en Ukraine, l'écart entre riches et pauvres s'est fortement creusé. Dans les deux pays, les « oligarques » (Poutine et Zelensky inclus) cachent des fortunes dans des paradis fiscaux offshore et paient peu ou pas d'impôts. Pendant ce temps, les salaires moyens réels en Ukraine n'ont pas été augmentés depuis douze ans, tandis que les prix ont fortement augmenté. Les dépenses sociales ont été réduites par les gouvernements ukrainiens successifs de 20 % du budget en 2014 à 13 % aujourd'hui. La grande majorité de la population ukrainienne était déjà pauvre et le sera beaucoup plus après la guerre. Ses intérêts et ceux de la classe dirigeante ne sont pas les mêmes. Tout comme en Russie. En Ukraine, les soldats russes et ukrainiens s'entre-tuent pour des intérêts antagonistes aux leurs.

## Une coïncidence ?

Nous ne savons pas comment cette guerre va se terminer. Peut-être y aura-t-il une sorte de compromis qui permettra aux deux camps de prétendre qu'ils ont gagné, ce qui ne sera en fait qu'un répit en prévision de la prochaine guerre.

Depuis la « Grande Récession » de 2008, l'économie mondiale traverse une crise profonde. La rentabilité

mondiale est tombée à des niveaux proches de leurs plus bas niveaux historiques. L'effondrement n'a été évité qu'en créant des sommes gigantesques d'argent et en préemptant massivement l'avenir. Au tournant du siècle, la dette mondiale s'élevait à 84 000 milliards de dollars. Lorsque la crise de 2008 a commencé, le compteur s'élevait à 173 000 milliards. Il a depuis augmenté de 71 % pour atteindre 296 billions d'ici 2021. Cela représente 353 % du revenu annuel total de tous les pays réunis !



L'inflation monte en flèche et il n'y a pas de solution, pas de perspective de sortir du trou par des moyens « normaux ». Augmenter ou réduire les impôts, stimuler ou freiner les dépenses, réduire ou augmenter la masse monétaire, aucune recette ne fonctionne pour juguler la crise d'un système qui dépend de la croissance, de l'accumulation de valeur, mais qui est de plus en plus incapable de l'accomplir. La restauration de conditions favorables à l'accumulation de valeur nécessite une dévaluation du capital existant, une élimination massive des « branches mortes ». Est-ce une coïncidence si, dans la même période d'insécurité économique croissante et de crise désespérée, les dépenses militaires mondiales ont augmenté d'année en année et que le nombre de conflits militaires a fortement augmenté ?

Les guerres font rage et les tensions augmentent à peu près sur tous les continents. Les États-Unis et la Chine ont accéléré leurs efforts d'armement avec, pour chacun d'eux, ceux de l'autre comme justification. Les dépenses mondiales d'armement se sont accrues de 9,3 % (en dollars constants) au cours de la dernière décennie et dépassent maintenant les 2 000 milliards de dollars par an. Le plus gros dépensier est, de loin, les États-Unis (778 milliards en 2020, soit une augmentation annuelle de 4,4 %) éclipsant tous les autres, y compris la Russie (61 milliards en 2020, soit une augmentation de 2,5 %). Les dépenses militaires totales en Europe en 2020 étaient 16 % plus élevées qu'en 2011. Même la récession déclenchée par la pandémie n'a pas freiné la tendance. En 2020, alors que le PIB mondial a diminué de 4,4 %, les dépenses mondiales en armement ont augmenté de 3,9 % et en 2021 de 3,4 %. La guerre en Ukraine accélère le processus. Les affaires vont exploser pour les producteurs d'armes dans les années à venir.

L'Europe est une fois de plus le lieu d'une possible conflagration mondiale. Mais il existe d'importantes différences en regard de moments historiques comparables au siècle dernier. Premièrement : le

facteur nucléaire freine l'escalade. Deuxième différence : l'économie est plus mondiale que jamais. Les intérêts sont intimement liés. Vous ne pouvez pas punir votre ennemi économiquement sans couper dans votre propre chair. La Russie n'est que la onzième plus grande économie et sa principale exportation, le pétrole et le gaz, a été largement épargnée par les sanctions pour l'instant. Alors que l'Europe envoie des armes en masse à l'Ukraine pour combattre la Russie, le pétrole et le gaz russes continuent d'affluer vers l'Europe via l'Ukraine. La dépendance mutuelle limite l'escalade.

Mais ces deux freins à l'escalade ne constituent pas une garantie absolue. La ligne rouge que les puissances militaires sont censées ne pas franchir peut devenir une question d'interprétation, en particulier pour le camp perdant. La Russie a rendu publique en 2020 une nouvelle directive présidentielle sur la dissuasion nucléaire abaissant le seuil nucléaire « pour éviter l'escalade des actions militaires et la fin de telles actions à des conditions inacceptables pour la Russie et ses alliés ». Le seuil peut être abaissé par l'utilisation de « bombes sales » (càd qui combinent des explosifs conventionnels avec des matières radioactives), d'armes chimiques ou biologiques. À partir de là, une escalade vers les armes nucléaires tactiques peut ne pas sembler un écart si important. Et ainsi de suite. Faire confiance à la santé mentale de la classe dirigeante pour éviter une telle voie serait stupide.

L'imbrication des intérêts économiques n'est pas une garantie non plus. C'est ce que la situation actuelle montre clairement. La guerre est désastreuse pour les économies de la Russie et de l'Ukraine. La classe capitaliste des deux pays fera moins de profits en conséquence. L'économie mondiale dans son ensemble en souffrira également. Surtout des sanctions économiques, qui ont été surprenantes dans leur sévérité. C'est très mauvais pour le profit et pourtant la chasse au profit est ce qui le met en mouvement. La guerre et les sanctions vont accélérer et approfondir la récession à venir, récession qui devenait de toute façon inévitable. Maintenant la guerre peut être blâmée pour cela. Biden l'appellera « la récession de Poutine ». Poutine accusera la guerre économique de l'Occident contre la Russie.

Le durcissement du régime des sanctions après la guerre implique la préparation à de futurs conflits. Cela signifierait que, dans la dynamique actuelle du capitalisme, les profits sont sacrifiés pour gagner la guerre. En étant protectionnistes, les sanctions vont à l'encontre de la tendance à la mondialisation de la recherche du profit. Les relations commerciales sont rompues, les liens logistiques sont coupés. Mais dans l'économie de guerre, ils seraient réorganisés. Les cibles des sanctions - la Russie, l'Iran, la Corée du Nord et, à l'avenir, peut-être la Chine - pourraient s'unir contre l'ennemi commun. Les implications géostratégiques de la guerre feront l'objet d'un autre article. Ce qu'il faut retenir, c'est que nous ne pouvons pas faire confiance à la mondialisation pour nous protéger d'une guerre mondiale.

Mais il existe une troisième différence, cruciale, avec les moments de pré-guerre mondiale du passé. Il s'agit de la conscience. Ce dont toute classe dirigeante a besoin pour soumettre sa propre population à un effort de guerre totale, c'est de la destruction de la conscience de classe, de l'atomisation des individus et de leur unification dans la fausse communauté de la nation. Poutine n'a pas encore atteint cet objectif. Il n'a pas le peuple russe dans sa poche comme Hitler avait les Allemands. Il est vrai que, malgré les nombreuses protestations en Russie contre la guerre, la résistance à celle-ci reste pour l'instant limitée. Mais les manifestations patriotiques de soutien à Poutine n'ont été vues nulle part, à l'exception d'un rassemblement général auquel beaucoup ont été poussés par l'État à participer. Poutine, en dehors de ses capacités militaires, ne peut pas généraliser la guerre comme Hitler a pu le faire parce que son contrôle idéologique est trop faible. D'un autre côté, c'est la raison pour laquelle il doit forcer l'escalade guerrière : sans victoire, il risque de tomber de son piédestal comme la junte argentine après la défaite des Malouines.

De même, dans la plupart des autres pays ayant une tradition de lutte sociale, le contrôle idéologique est trop faible pour entraîner la population dans une guerre de grande ampleur. Mais la classe dominante y travaille. Nous sommes intoxiqués. Nous réapprenons à vénérer les soldats comme des héros, nous réapprenons à applaudir les victoires sur le champ de bataille, nous réapprenons à accepter que nous devons faire des sacrifices pour l'effort de guerre. Et s'il n'existe pas de solutions nationales à nos problèmes - crise économique, dérèglement climatique, pandémies, appauvrissement, etc. - nous apprenons qu'il n'y a rien de plus beau que de se battre pour les frontières, de mourir pour la patrie.

Ne les laissez pas vous formater. Comme Karl Liebknecht a conclu son appel au défaitisme révolutionnaire en 1915 : « *Assez et plus qu'assez de massacres ! A bas les instigateurs de la guerre ici et à l'étranger ! Et fin au génocide !* »

[Sanders, 23 mars 2022](#)

#### Sources :

Données militaires : Sipri, IISS, Ruth Leger Sivard.

Données économiques : FMI, Banque Mondiale, Bloomberg News, Macrotrends.